



REUNION ANNUELLE DES MEMBRES FRANÇAIS DU RESEAU JUDICIAIRE EUROPEEN EN MATIERE CIVILE ET COMMERCIALE (RJECC)

Session plénière

Paris 22 janvier 2026

Conseil supérieur du notariat
60 Boulevard de la Tour-Maubourg – 75007 Paris

Amphithéâtre (rez-de-chaussée)

Inscriptions en ligne le 16 janvier 2026 au plus tard

08h30 – 09h **Accueil**

09h – 09h20 **Discours d'ouverture**

Bertrand SAVOURE, Président du Conseil supérieur du notariat

Emmanuelle MASSON, Cheffe de service, Adjointe à la directrice des affaires civiles et du sceau (DACS), ministère de la Justice

09h20 – 10h **Présentation de l'activité du RJECC en 2025**

Gabrielle COUDIN, Adjointe à la cheffe du département de l'entraide, du droit international privé et européen (DEDIPE), point de contact national du RJECC, DACS, ministère de la Justice

10h – 10h30 **Panorama des jurisprudences 2025 de la CJUE en matière civile et commerciale**

Sandrine CLAVEL, Professeur à l'UVSQ, Paris-Saclay, Directrice adjointe du DANTE, Doyen honoraire de la faculté, Ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature

<i>10h30 – 10h50</i>	Pause-café
<i>10h50 – 12h</i>	Les outils à disposition des praticiens
	<i>Solène BAUDOUIN, Chargée de projet CLUE III, Expertise France</i>
	<i>Gabrielle COUDIN, Adjointe à la cheffe du DEDIPE, point de contact national du RJECC, DACS, ministère de la Justice</i>
	<i>Vincent TILMAN, Secrétaire général du Conseil des notariats de l'Union européenne</i>
<i>12h – 13h</i>	Réforme de l'apostille et de la légalisation
	<i>Fatiha BOUSARGHIN, Rédactrice au sein du DEDIPE, DACS, ministère de la Justice</i>
	<i>Gaëlle GAILLARD, Directrice du Centre de la légalisation et de l'apostille de Paris</i>
<i>13h – 14h</i>	Cocktail déjeunatoire
<i>14h – 15h30</i>	Les dix ans de l'adoption des règlements européens sur les régimes matrimoniaux et les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés
	<i>Pierre CALLE, Professeur à l'Université Paris-Saclay, Responsable de la mention droit notarial</i>
	<i>Alice MEIER-BOURDEAU, Avocate associée au Conseil d'État et à la Cour de cassation, Référente du RJECC pour les avocats aux Conseils, Vice-présidente désignée du European Chapter de l'International Academy of Family Lawyers (IAFL)</i>
	<i>Elodie MULON, Avocate associée, Membre du bureau du Conseil national des barreaux, Présidente du comité Droit de la famille et des successions du Conseil des barreaux européens (CCBE), Présidente de l'Institut du droit de la famille et du patrimoine (IDFP)</i>
	<i>Laure PASQUIER, Notaire, Présidente de la section de droit international privé de l'Institut d'études juridiques du Conseil supérieur du notariat</i>
<i>15h30 – 15h45</i>	Pause-café

15h45 – 16h15	Les dix ans de l'adoption des règlements européens sur les régimes matrimoniaux et les effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (suite)
	<i>Pierre CALLE, Professeur à l'Université Paris-Saclay, Responsable de la mention droit notarial</i>
	<i>Alice MEIER-BOURDEAU, Avocate associée au Conseil d'État et à la Cour de cassation, Référente du RJECC pour les avocats aux Conseils, Vice-présidente désignée du European Chapter de l'IAFL</i>
	<i>Elodie MULON, Avocate associée, Membre du bureau du Conseil national des barreaux, Présidente du comité Droit de la famille et des successions du CCBE, Présidente de l'IDFP</i>
	<i>Laure PASQUIER, Notaire, Présidente de la section de droit international privé de l'Institut d'études juridiques du Conseil supérieur du notariat</i>
16h15 – 17h20	La numérisation de la coopération judiciaire en matière civile et commerciale
	<i>Perrine AUSSEIL, Chargée de mission e-CODEX, Service de l'expertise et de la modernisation, ministère de la Justice</i>
	<i>Jean-Michel BOISSET, Notaire, Ambassadeur du numérique pour le Conseil supérieur du notariat</i>
	<i>Elisabeth GIRODON, Chargée de mission e-justice, Service de l'expertise et de la modernisation, ministère de la Justice</i>
	<i>Cyril MURIE, Directeur stratégie et innovation, Chambre nationale des commissaires de justice</i>
17h20 – 17h30	Mot de clôture
	<i>Vanessa EL KHOURY-MOAL, cheffe du DEDIPE, DACS, ministère de la Justice</i>